



© Greenpeace

Voix de la forêt : recueil de témoignages

Forum d'Oshwé (province du Bandundu) 26 au 28 avril 2010



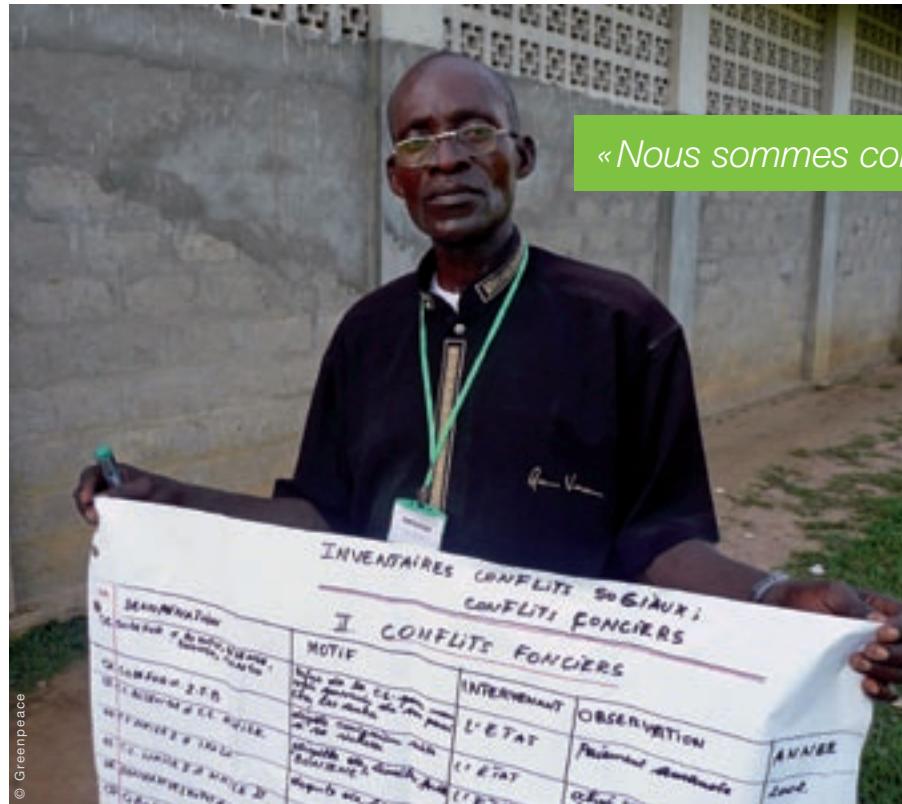
© Greenpeace



© Greenpeace



© Greenpeace



© Greenpeace

José Ipapala

«Nous sommes comme dans un nid d'oiseau»

CARTE D'IDENTITÉ EXPRESS

José Ipapala est originaire du village de Loma, territoire d'Oshwé, province du Bandundu. Directeur d'école, José Ipapala est également «formateur environnement» dans sa communauté. Une formation acquise après divers contacts avec des ONG internationales. Il a assuré le secrétariat du Forum d'Oshwé et présente ici certaines recommandations de la société civile de l'entité. Les recommandations ont été formulées par les participants au forum à l'issue d'ateliers thématiques portant sur les conflits sociaux et fonciers.

“ La forêt équatoriale nous entoure, nous y vivons comme dans un nid d'oiseau. Nos villages sont au cœur de la forêt.

La forêt nous aide parce que quand des compagnies forestières viennent travailler chez nous, elles doivent aussi faire des biens communs, comme des centres de santé locaux.

Malheureusement, cela ne se fait pas. C'est un fléau pour nous.

Elles viennent nous exploiter sans nous aider à répondre à nos besoins de base. Il est demandé dans le code forestier que lorsque l'exploitant arrive, il s'adresse aux responsables des communautés locales pour signer un cahier des charges. Ici, nous avons la Sodefor qui n'a rien fait de tout ça. Chaque fois

que la population réclame ses droits, elle a comme réponse des arrestations. C'est ce que le peuple Bokongo, dont je fais partie, a récemment vécu. Depuis qu'elle est là (NDLR: une vingtaine d'années), il n'y a pas eu de signature de cahier des charges. Ils le font expressément. L'industrie forestière n'a pas apporté de développement ici.



FOCUS

Le code forestier

Publié en 2002, ce code définit les droits et les devoirs mutuels des exploitants forestiers et des communautés locales. Cependant, le code forestier n'est toujours pas arrivé dans les zones d'exploitation forestière de l'intérieur du pays. Greenpeace contribue à sa diffusion en organisant des ateliers de réflexion et d'échange d'information, à l'intention des populations locales. Une traduction en lingala, réalisée par plusieurs ONG, a ainsi été proposée aux responsables locaux.



Espérance Mémé

«La chasse, c'est pour gagner quelque chose»

CARTE D'IDENTITÉ EXPRESS

Espérance Mémé est originaire de Kwao, chef lieu d'un des quatre secteurs du territoire d'Oshwé. Cultivatrice, Espérance vit dans un village situé au cœur d'une concession de la Sodefor, la garantie 022, bloc Kwao. Elle y cultive du riz, du maïs, des courges et des arachides ainsi que des haricots et du manioc. Espérance a cinq enfants, âgés de 18 à 25 ans.

Actuellement, il n'y a pas de chantier forestier au village mais la garantie (NDLR: voir focus) sera exploitée dans le futur. Nous ne sommes plus d'accord. La Sodefor ne veut pas payer la redevance et signer un cahier des charges.

La Sodefor ne donne que du sel, du savon et des petits montants moins consistants qui ne peuvent rien faire pour la communauté locale. Elle ne donne pas de travail aux hommes non

plus. Depuis 10 ans, il n'y a plus une bonne quantité de gibier, on sent déjà la disparition. Il y a une mauvaise gestion des ressources naturelles, suite aux difficultés que nous éprouvons et l'absence d'acteurs économiques. Alors, la chasse, c'est pour gagner quelque chose et se procurer les besoins primaires: du savon, du sel et aussi pour quand nos enfants sont malades ou pour payer l'école. La viande est vendue aux preneurs du village. Les preneurs vendent à Kikwit et Kinshasa.

Il serait nécessaire d'avoir d'autres acteurs économiques pour écouler nos surplus. Il y a trop et ça pourrit parce que nous ne savons pas évacuer notre riz ou nos courges, nous n'avons pas de bateaux. S'il y avait ça, on pourrait abandonner nos activités de chasse. C'est ça qui se vend le mieux mais ça change. Auparavant, les chasseurs chassaient à deux kilomètres du village mais aujourd'hui, ils doivent faire 12 à 15 voire 20 kilomètres pour trouver du gibier.



FOCUS

Les titres forestiers

En utilisant le terme «garantie», Espérance fait allusion aux «garantie d'approvisionnement», un des trois genres de titres forestiers que les compagnies forestières nationales ou étrangères acquièrent auprès du gouvernement congolais. Plusieurs compagnies forestières se partagent ainsi les titres approuvés par le gouvernement congolais sur le territoire d'Oshwé, couvert aux trois quarts par la forêt équatoriale et dont la superficie totale est supérieure à celle de la Belgique. Ainsi, 1.279.523 hectares seront tôt au tard voués à l'exploitation forestière. Le territoire d'Oshwé se caractérise également par la présence du parc naturel de la Salonga.



© Greenpeace

Odessa Kange

« On n'a pas été payés tous les mois... »

CARTE D'IDENTITÉ EXPRESS

Bûcheron quand il trouve de l'embauche, **Odessa Kange** représente la collectivité de Lokolama (Itomba) au forum d'Oshwé qu'il a rallié à vélo. La distance séparant les deux localités est de plus de 80 km. Temps du parcours : deux jours.

“ J'ai été embauché par la compagnie forestière Sengé Sengé. C'était en 2006. Il y avait des travailleurs de différents villages et d'Oshwé aussi. Nous étions 65. Nous avons abattu différentes essences d'arbres. Salaire ? C'était 10 dollars pour 30 jours de travail. Nous étions dans la forêt, depuis 6 heures jusqu'à 18 heures. Combien d'arbres abattus ? Difficile à dire, parfois vingt par jour. On s'occupait aussi du transport jusqu'au village de Danzer. Pour couper les arbres, nous avions des scies à moteur et dans l'ensemble, c'était un boulot risqué.

D'ailleurs, il y avait des blessés avec les scies ou bien à cause des guêpes. Et jusqu'à présent, nous n'avons pas été entièrement payés et puis, il y avait abandon des arbres dans la forêt. En plus, le chef de Terre n'était pas capable et en mesure de négocier.

Qu'est-ce qu'on peut faire avec 10 dollars ? On peut acheter des petits verres de sel ou des petits savons mais cela ne suffit pas à envoyer un enfant à l'école. La société a-t-elle apporté quelque chose au village ? Pas d'école, pas d'église, de route, aucune promesse n'a

été tenue. Certains arbres à chenilles ont été abattus, alors ça n'a rien donné de bon pour la communauté. Il y a même des arbres qui ont été abattus dans les champs.

La valeur des arbres abattus ? Nous n'en savons rien. Je viens d'apprendre qu'il y a plusieurs catégories d'arbres mais c'est nouveau pour moi. La compagnie est partie en laissant des bulldozers derrière elle. Nous avons travaillé pendant deux ans en tout. Quand ils vont revenir, nous allons leur demander nos salaires mais quand est-ce que ces véhicules vont partir ?

FOCUS**La valeur d'un arbre**

Cette question posée à de nombreux participants au forum d'Oshwé a toujours trouvé la même réponse. Dans cette région, avec l'industrie du bois comme seul acteur économique, la valeur du bois est ignorée de tous. Les informations récoltées par Greenpeace lors de diverses missions sur le terrain permettent d'estimer à quelques dollars tout au plus les sommes engagées par les compagnies forestières pour des arbres qui se vendent plusieurs milliers de dollars sur le marché de Kinshasa.



© Greenpeace



© Greenpeace

Pélagie Balonge

«Les compagnies forestières, elles parlent seulement»

CARTE D'IDENTITÉ EXPRESS

Pélagie Balonge est originaire de Nonge Turi, à 96 km d'Oshwé. Elle partage son temps entre son métier d'enseignante et ses activités d'agricultrice. Au forum d'Oshwé, elle représente la plate-forme de sa localité.

“ J'ai fait mes études mais ici, il n'y a pas d'université et nous n'avons pas les moyens d'y aller. L'aîné de mes frères est devenu infirmier et moi institutrice. Mes journées à l'école commencent à 7h30 et se terminent à 12h35. Nous disposons d'une école avec des bancs et si c'est nécessaire, nous prenons la responsabilité de les arranger. Il y a des villages où les compagnies promettent des écoles et où elles ne font rien, c'est vrai. Elles parlent seulement. Notre avenir? Nous n'avons pas les moyens de nous défendre parce que nous sommes restés enclavés. Il faut nous envoyer un collaborateur pour réfléchir avec nous.

La forêt, ça nous représente, c'est beaucoup de choses pour nous, le ramassage, la cueillette, les fruits, les chenilles, les champs. Les enfants fabriquent leurs jouets (NDLR: voir photo ci-dessous) à partir de la forêt, des ballons par exemple puisque nous avons du caoutchouc. Ils fabriquent aussi des petits camions, ça nous donne un peu d'esthétique. La forêt, c'est des problèmes aussi. Le braconnage par exemple, surtout pour nous, les femmes. Il faut toujours y aller avec des garçons sinon comment peut-on se défendre? Quand nous avons peur, nous chantons pour nous donner du courage.

Le forum de Greenpeace m'a beaucoup intéressée. Les forêts que l'on doit abandonner à l'Etat et puis la cartographie participative (NDLR: voir focus) ont retenu mon attention. Je vais en parler à mes élèves, dire comment nous abîmons nos forêts avec les sociétés forestières et les artisans (NDLR: un type de foresterie moins industrialisé mais aussi peu respectueux des populations locales). Ils abattent des grumes sans pouvoir les faire sortir. Les sociétés forestières ou les artisans les laissent en cascade. Nous sommes fâchés de voir ça.



FOCUS

La cartographie participative

Cette notion doit être considérée comme un préalable à l'élaboration – à l'échelle de la RDC – d'un véritable plan de zonage, visant à définir les multiples fonctions de la forêt. Le code forestier prévoit la distinction entre des zones vouées à la conservation, à une foresterie communautaire et enfin à une exploitation raisonnée du bois.

La cartographie participative doit permettre de tenir compte des fonctions que la forêt représente pour les populations locales. Chaque village est invité à indiquer ses zones de chasse ou de pêche ou encore ses lieux sacrés. Autant de fonctions que l'industrie forestière ne respecte actuellement pas.



David Kabumba

« Cette école est trop inachevée... »

CARTE D'IDENTITÉ EXPRESS

David Kabumba habite le village d'Isoko, à 5 heures de pirogue d'Oshwé. Comme les autres habitants de son village, David partage l'avis général : il est temps de s'opposer à la présence de la Sodefor. La compagnie forestière n'a pas respecté ses promesses et à Isoko, comme ailleurs dans la région, les jeunes rêvent d'université alors que leur village ne dispose pas encore d'une école correcte. Le chef de Terre Nkoti Bamoko semble décidé à ne pas céder.

“ La Sodefor fait des blagues ici alors, le chef de Terre a dit qu'on n'avait pas besoin de cette société. La Sodefor devait construire l'école mais le chef de Terre n'a pas besoin d'une école comme ça, il n'y a pas de bancs. Et le maître, il ne peut pas s'asseoir. Nous avons besoin d'un meilleur monde. Les enfants, comment peuvent-ils étudier dans cette école ? Elle est trop inachevée.

Il faut des sociétés pour apporter du développement à notre village. Une

autre société forestière que la Sodefor ? Oui, c'est ça que nous voulons. Une société qui soit capable de mieux respecter nos droits. Non, on ne sait pas combien valent nos arbres. Des Iroko, il y en a beaucoup ici mais on ne sait pas combien ils valent. C'est le problème de notre chef de Terre. Il demande les besoins.

Avec la Sodefor, c'était une école mais ils sont partis comme ça. Ils n'ont pas tenu leurs promesses. L'école, le dispensaire, les églises, ils n'ont pas fait

ça. Et la route d'Oshwé ? Ils avaient une commande de bois. Ils ont coupé les arbres et puis ils sont partis. Ils font des bêtises comme ça.

Rien n'a changé au village avec la Sodefor. Nous ne pouvons plus accepter ça. On est toujours restés pauvres. Nous n'avons pas peur depuis que le chef de Terre a dit que la Sodefor ne pouvait plus revenir ici. Ils pourraient faire des tracasseries mais nous sommes prêts à résister. Ici, c'est notre village, s'ils viennent avec des militaires, nous n'avons pas peur.





Bolako Kabamba & Koko Kangila

«On ne peut plus chasser comme nos ancêtres»

CARTE D'IDENTITÉ EXPRESS

Bolako Kabamba et son compagnon **Koko Kangila** représentent les peuples autochtones au forum organisé par Greenpeace. Plusieurs communautés «Pygmées» vivent en effet dans les forêts congolaises. Leur statut y est plus précaire que jamais. Il a fallu plusieurs jours de marche pour que Bolako Kabamba puisse rejoindre Oshwé. Son village de Lokongo est distant de 84 kilomètres environ.

“ La vie au village ? Notre situation est assez bien mais nous avons des difficultés. Nous avons la forêt pour vivre, nous sommes des autochtones, nous vivons de chasse et de cueillette. De ce côté-là, ça va, nous avons une vie un peu paisible par rapport à notre environnement. Notre difficulté principale est de ne pas avoir de moyens financiers. Nous n'avons pas la possibilité d'étudier, de poursuivre des études pour atteindre un niveau similaire à celui des Bantous.

Les choses ont changé. Si nous regardons ce que faisaient nos ancêtres avec la pratique de la chasse commune ou des filets, oui, cela a changé. A cette époque, on trouvait assez de gibier. Ces derniers temps, nous ne trouvons plus rien. On ne peut plus chasser comme nos ancêtres. Nous nous servons maintenant de pièges ou d'armes à feu locales pour chasser de nuit. Ce changement s'explique peut-être par la chasse irresponsable qui a été pratiquée. Nous sommes des peuples agricoles mais avec la situation que nous connaissons, avec le manque de moyens, l'impossibilité de sortir nos produits, nous devons chasser, ce qui

fait que certaines espèces disparaissent et que nous devons utiliser d'autres techniques de chasse. Les villages «Pygmées» sont-ils en contact avec des compagnies forestières ? La Sodefor a une garantie près de mon village, une garantie qui se trouve dans notre giron coutumier. Il y a aussi la Sodefor près du village de mon compagnon, avec une autre garantie qui, elle, est exploitée. Avec ou sans la Sodefor, ce n'est pas mieux. Nous pouvons accepter que la Sodefor vienne chez nous pour nous

aider avec le mauvais état des routes, ce qui nous permettrait d'en profiter pour faire du commerce. Mais la Sodefor ne fait rien pour nous. Il n'y a jamais eu de négociations avec nous. Les arbres sont partis mais sans accord préalable.

Un souvenir précis du forum ? Nous avons vu des films sur le climat. C'est terrible, tellement déplorable pour nos frères. Nous constatons ici aussi qu'il y a un changement sur ce plan, par rapport au temps jadis.





© Greenpeace

Monkiki Yembe

«La forêt, c'est comme une banque nationale»

CARTE D'IDENTITÉ EXPRESS

Né dans les années 1930, **Monkiki Yembe** est chef de Terre et originaire d'un village proche de la cité d'Oshwé. De son point de vue, la forêt lui appartient dans les limites ancestralement définies. Cette fonction héritée de son père lui confère l'autorité selon le droit coutumier et, selon ses dires, le devoir de protéger sa communauté. Cette fonction se distingue de celle de 'chef de Groupement' qui est plutôt une fonction administrative. Des structures claniques existent également au sein des communautés forestières. Toutes sont héréditaires.

“ Généralement, il y a une bonne entente entre le chef de Terre et le chef de Groupement. Mais il y a des fois où on ne s'entend pas surtout lorsqu'il y a partage, notamment des animaux prohibés que l'on tue là-bas. Moi, je reçois la patte et lui, il reçoit la patte antérieure. Des animaux prohibés, ce sont des animaux protégés par l'Etat comme le léopard, l'éléphant ou le pangolin et qui sont tués par des chasseurs qui les trouvent par hasard et tirent sans les reconnaître. C'est comme si le chasseur se trompait. On doit alors donner une patte au chef de Terre... Depuis 1965, nous n'avons plus

d'industrie (NDLR: date à laquelle la petite concession de 40 km exploitée par un Belge a été abandonnée). On vit de chasse et d'agriculture et puis aussi de la pêche. Ce qui est difficile, c'est que ce n'est pas sûr. C'est l'agriculture qui nous nourrit. C'est par hasard qu'on reçoit de la viande. Ici, près de la cité, c'est au marché que l'on se procure de la viande. Il y a de l'argent pour acheter cette viande ? Certains ont un salaire. Les autres doivent se procurer des champs, on ne manque pas de feuilles de manioc. Mais sans champ, on est malheureux. Beaucoup d'enfants traînent parce qu'ils n'ont pas de parents

pour leur payer l'école. C'est très difficile d'avoir les minerais. Et encore une fois, sans champs, on risque d'être «esclavagisés». Avant, nous avions la chasse commune, le village partait chasser avec des filets. On a fait des champs, les animaux sont partis au loin. Nous avons besoin de la forêt. Pour nous, c'est comme qui dirait une banque nationale. Nous vivons de la forêt, nous trouvons du bois pour cuire nos aliments, nous avons de l'eau. La pression sur la forêt ? On ne pouvait pas prévoir, la forêt est grande. On commence seulement à comprendre qu'elle n'est pas assez grande...



© Greenpeace

FOCUS

La forêt appartient à l'Etat congolais

D'un point de vue juridique, la forêt appartient à l'Etat congolais qui est également responsable de l'attribution des titres forestiers accordés aux compagnies forestières. Cette disposition juridique spécifique se juxtapose au droit coutumier toujours fort respecté. Une «synthèse» de ces deux lignes de force juridictionnelle est prévue par le code forestier qui impose aux compagnies forestières l'obligation

de consulter les responsables des communautés locales avant de procéder à la valorisation de leurs titres forestiers. Un cahier des charges doit être signé avec les communautés et un plan de management forestier doit être établi quatre ans après la signature du contrat de concession. La réalité du terrain est très différente de cette réalité théorique.



Omer Paul Liema

«Les industries ne respectent pas ce que l'Etat leur demande»

CARTE D'IDENTITÉ EXPRESS

Omer Paul Liema. Troisième personnalité du territoire «sur le plan du commandement», Omer Paul Liema est originaire du village de Wato/Kangara. Il s'occupe de la répartition des tâches de tous les services administratifs de l'entité d'Oshwé, le «second territoire de RDC en termes de superficie», ne manque pas de préciser ce chef de Terre.

Facile la gestion du territoire ?
C'est une question de savoir s'adapter. Je dois avoir un effectif de plus de 500 personnes. Un ordinateur ? Négatif, je travaille avec ma tête. Je supervise entre autres le chef du service 'Environnement'. Nous devrions avoir un effectif de 60 agents mais nous travaillons avec un effectif déficitaire. Ils sont à peine 30 agents pour 43.000 km², quatre secteurs et une cité. Les agents se déplacent à pied. Quand le superviseur qui est à Oshwé doit se rendre à l'intérieur des terres, il part un mois et peut faire jusqu'à 500 km. Ces personnes sont-elles bien formées ? Ici, c'est difficile, vous comprenez... Dans la plupart des cas, on n'a pas de techniciens. Leur tâche à l'intérieur ? Il y a du travail à faire là-bas avec la population. Des bons rapports avec l'industrie ? Oui, les rapports sont bons. Dans ce sens que ces rapports ne peuvent être que tout à fait bons. L'industrie ne se comporte pas très bien avec les populations ? Se comporter très bien, c'est trop dire. Les industries que nous avons ne respectent pas ce que l'Etat leur demande. On est en train de se poser la question : ou c'est l'Etat ou ce sont les sociétés forestières.

Rapports Etat-industrie ? Là, vous m'excusez...

Quels sont les rapports entre l'Etat et les sociétés forestières ? Vous savez, nous sommes ce que nous sommes, comme on dit. Vous allez m'excuser, de ce côté-là. La bonne collaboration avec l'industrie, nous l'appliquons mais entre l'industrie et la population, la collaboration ne va pas. C'est un peu ça. Mais le jour où nous arriverons à voir la population sourire, parce que la population ne cesse de grincer les dents contre les industries, on pourra alors déclarer que tout va bien se passer. On parle beaucoup du cahier des charges au forum de Greenpeace ? Est-ce que ça va changer les rapports avec l'industrie ?

Nous qui sommes des chefs de Terre formés dans ce sens-là, je crois qu'il n'y aura pas d'accord facile. Pour les industries, c'est plus facile de ne faire aucun effort.

Des forêts intactes pour l'oxygène

Garder les forêts intactes ? Vraiment, c'est une bonne affaire, on a compris qu'on ne montait pas cette garde pour rien mais qu'il y a un palliatif qui viendra pour ceux qui gardent la forêt. La population prête à accepter ? Oui, ce sera possible. Je suis aussi chef de Terre et alors, moi qui vous parle, je suis aussi délégué de la population. La population de mon village aura la facilité de comprendre si moi j'ai compris.



© Greenpeace



Alfred Itomba Buliousy

«La corruption n'est pas bonne, la population s'en inquiète»

CARTE D'IDENTITÉ EXPRESS

Alfred Itomba Buliousy est animateur technique pour le programme ACODEM, financé par l'Union européenne.

“ Nous encadrions les paysans, surtout les producteurs, pour lutter pour la sécurité alimentaire et augmenter le niveau de production. Nous leur apprenons des techniques pour améliorer les rendements. Nous cherchons aussi à susciter des groupements et des coopératives. Il faut des structures animées et approuvées par la population et gérées par elle. Notre objectif est de voir une

amélioration de leur revenu. Nous devons contribuer à diminuer la pression sur la forêt. Nous leur apprenons également à ne pas déforester. Avec des semences améliorées, nous pensons pouvoir jouer sur le déboisement engendré par les cultures sur brûlis. La population d'Oshwé est réceptive à cette approche. C'est une population dont la mentalité est reculée mais qui est aussi très prometteuse.

Les compagnies forestières comme la Sodefor ou ITB continuent à les duper. Elles cherchent à corrompre les leaders, les chefs de Terre. Mais la population apprend la procédure... La corruption n'est pas bonne, la population s'en inquiète. Ce sont toujours les exploitants qui viennent solliciter ceux qui sont forts et surtout les propriétaires des forêts. Ils sont manipulés.





© Greenpeace

Nestor Mputu Kamanga

« Nos services sont limités dans leurs mouvements »

CARTE D'IDENTITÉ EXPRESS

Nestor Mputu Kamanga est chef de la cité d'Oshwé. Haut responsable administratif, Nestor Mputu a suivi attentivement, en compagnie d'autres dignitaires de la localité, les débats durant le forum d'Oshwé.

“ Je suis chef de cité, ici à Oshwé. Ça veut dire que je règle tout ce qui est administration et police. Les populations revendiquent leurs droits. Est-ce que cela cache des problèmes avec les compagnies forestières ? Effectivement, il y a des problèmes surtout avec la Sodefor. Avant que la nouvelle loi ne soit mise à jour (NDLR : le code forestier), tout s'arrangeait au niveau de Kinshasa.

Pour le moment, il faut commencer par la base. Il faut qu'il y ait un consensus avec la communauté locale. Après, il faut contacter les différents services pour l'environnement. Pour moi, c'est une vraie révolution. C'est une bonne chose.

Auparavant, pour exploiter une forêt, on remettait des sacs de sel, une bouteille de whisky et c'est tout. La communauté locale devrait bénéficier de quelque chose, un centre de santé, un hôpital, des écoles, la réfection ou l'entretien des routes, c'est déjà très bénéfique. Mais ce n'est pas encore optimal. C'est pourquoi la population n'est pas contente de sociétés telles que la Sodefor.

Pour la Sodefor, c'est plus facile de réclamer ses droits ? Comment est-ce que ça se passe ? C'est l'argent qui intervient et puis l'influence. La société Sodefor, c'est une force dans le May-dombé. C'est aussi de l'argent qui arrive et qui ne va pas aux populations locales. De l'argent qui va aux autorités ? Bien sûr. Quand la Sodefor a voulu exploiter Isoko, elle est venue chez nous pour nous influencer, pour que la police parte intimider la population. Nous avons dit « Non ». Tout le comité de sécurité d'Oshwé a dit « Non ». Est-ce que c'est facile pour les autorités locales de contrôler les activités d'une

société étrangère ? Est-ce que vous avez suffisamment de moyens ? Moi, je suis au niveau de la cité et pour moi, il n'y a pas de soucis. Pour l'administration du territoire, il faut demander à l'administrateur.

La réalité de vos collègues sur le terrain ? Est-ce qu'il est facile de contrôler l'industrie ? Non, par manque de moyens de transport. Et puis, nos services sont limités dans leurs mouvements. Un exploitant peut travailler au niveau d'Isengé par exemple mais pour arriver là-bas, il faut un hors-bord. Qui a ce moteur hors-bord ? Qui a le carburant ? Les moyens, il n'y en a pas.



© Greenpeace



Christine Etea

« Nous sommes entre le marteau et l'enclume »

CARTE D'IDENTITÉ EXPRESS

Agent de développement à Oshwé, **Christine Etea** a suivi attentivement tous les débats du forum organisé par Greenpeace. Quand on lui demande si « agent de développement », c'est un bon boulot, elle répond sans tourner autour du pot: « s'il n'y a pas d'argent, comment on peut faire du bon boulot ? », évoquant ainsi la problématique des salaires dans l'administration où l'ensemble des fonctionnaires ne dispose pas de salaires réguliers. Et elle ne manque pas de préciser que le service 'développement' est tout nouveau à Oshwé: il a deux ans à peine.

“ Avant, il y avait du gibier à un kilomètre peut-être mais aujourd'hui, il faut faire 30, 50 kilomètres. Alors, pour la viande, il faut aller au marché pour trouver des portions à 50 francs congolais qui ne sont même pas bonnes à donner pour un bébé de deux ans. Tout le monde ne peut plus manger de la viande.

Avant, dans les villages, les paysans allaient à la chasse. Ils partageaient avec les ancêtres, les vieilles mamans qui n'ont pas d'enfants pour s'occuper d'elles. Mais maintenant, ce n'est plus comme ça. On vit à la grâce de Dieu. Il y a des enfants malades. Des pertes de sang, des fièvres jaunes et surtout de la tuberculose.

Les compagnies forestières présentes dans la région n'aident pas au développement ? Dans les forêts classées, il y a des difficultés à chasser. L'Etat défend la chasse. Et dans les forêts non classées, on fait la chasse mais c'est tout.

D'autres activités économiques ? Ça se passe bien mais pas tellement. Il y a des paysans mais personne n'achète. Un espoir pour la région ? Nous

sommes entre le marteau et l'enclume : nous vivons de la forêt, elle nous a toujours protégés mais si nous l'abandonnons, si nous coupions les arbres avec les sociétés qui vivent ici pour exploiter, comment va-t-on vivre ?

Maintenir la forêt sur pied, est-ce envisageable ? C'est pour cela qu'il faut que

d'autres paternels viennent trouver d'autres moyens pour que nous puissions vivre. Le sentiment d'être « enclavé » est très présent à Oshwé ? Le problème, c'est que l'Etat a pris beaucoup de forêts classées et les sociétés prennent les autres. Il nous faut d'autres moyens économiques.





Thérèse Ngokanga

« Nous avons besoin d'autres activités pour pouvoir laisser la chasse »

CARTE D'IDENTITÉ EXPRESS

Thérèse Ngokanga, Oshwé. Professeur de français et de latin dans l'une des écoles secondaires de la localité, Thérèse chapeaute une association de femmes travaillant à la création d'un potager pour la cité, augmentant ainsi la diversité des légumes disponibles. Elle développe également, avec le soutien du WWF local, un étang modèle de riziculture. Elle a activement participé au forum.

« Je dirige les mamans pour le potager. L'étang derrière ma maison est une première. Nous cultivons du riz et élevons des poissons en alternance. Nous sommes 21 femmes à nous en occuper. C'est important que ce soient des femmes parce que la femme, c'est la mère de la cuisine. Nous faisons aussi de l'éducation nutritionnelle auprès des mamans. Nous en attendons des effets multiplicateurs. Les jeunes sont désœuvrés, ils n'ont pas de travail à faire, nous devons faire un effort pour les encadrer.

Tout le monde aura du poisson et cela empêchera d'aller maltrai la faune sauvage. Bien sûr, il faudra beaucoup d'efforts parce que ce n'est pas facile pour des gens qui sont habitués à manger de la viande. Mais avec l'expérience que nous avons menée avec nos potagers, nous avons vu que les gens se précipitaient sur les légumes. Nous avons constaté que le marché était là. Les amis commencent aussi à nous imiter, ça nous fait un effet multiplicateur.

Ce serait bien parce qu'avec tout le braconnage, la forêt est en train de se

vider. Pour le moment, il y a un tassement et les gens reprennent leurs activités de chasse. Nous n'avons pas d'autres activités économiques. Il n'y a pas d'autres alternatives si nous voulons payer les études de nos enfants ou les envoyer à l'hôpital quand ils sont malades (NDLR: l'exploitation forestière constitue l'autre possibilité mais se traduit rarement par un mieux pour les

populations locales). Nous avons besoin d'autres activités pour pouvoir laisser la chasse.

La population locale se rend compte que la forêt est très importante et que c'est notre unique ressource. La population s'inquiète de l'attitude des compagnies forestières. Ce qu'elles font, c'est au détriment des communautés locales.

